Sciences Po / fonds CEVIPOF



Roger MASSÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

5e CIRCONSCRIPTION — MAMERS

Élections Législatives

du 5 MARS 1967

Candidat du Parti Communiste Français

Chères Électrices, Chers Électeurs,

Le 5 Mars, vous allez élire un Député, c'est-à-dire celui qui sera appelé à vous défendre le mieux à l'Assemblée Nationale.

Votre choix sera donc facile.

Il s'agit de savoir si la politique actuelle va continuer ?

La production a augmenté de 60 % depuis 1957, mais ce ne sont pas les travailleurs qui profitent des richesses supplémentaires produites puisque leur POUVOIR D'ACHAT est resté sensiblement le même. Nombreux sont ceux qui, dans notre circonscription ont un salaire très bas.

LA SEMAINE DE TRAVAIL EST LA PLUS LONGUE D'EUROPE, et quand elle est ramenée à 40 heures, c'est la misère, car les salaires horaires sont insuffisants.

L'ombre du CHOMAGE s'étend (le 5me plan prévoit 600.000 chômeurs en 1970 qui permettront aux gros industriels de peser sur le marché du travail).

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX DIMINUE et le prix des loyers s'élève ;

LE BUDGET DE LA SANTÉ EST LE PLUS BAS D'EUROPE avec celui de l'Espagne ;

Les faveurs de l'Etat sont accordées aux gros agriculteurs au détriment de l'EXPLOITATION FAMILIALE ;

LE COMMERCE, L'ARTISANAT, LA PETITE ENTREPRISE sont frappés de plus en plus par les charges et les impôts ;

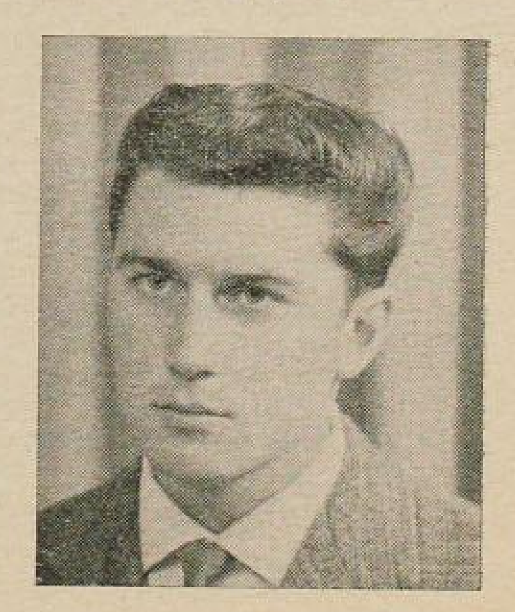
L'EQUIPEMENT SCOLAIRE retarde, la moitié des jeunes gens et les trois quarts des jeunes filles commencent à travailler sans formation professionnelle (l'entrée des C.E.T. a été refusée cette année dans la Sarthe à 43 % des candidats et à 67 % des candidates faute de places). Que fait-on pour les inadaptés, les handicapés physiques ?

Qui accapare les richesses créées par le labeur des Français ?

LES PROFITS DES GRANDS CAPITALISTES n'ont pas cessé de croître en 9 ans. Le Gouvernement détourne pour eux une part énorme du revenu national en leur accordant des privilèges financiers scandaleux. De plus, ils paient une part modeste des impôts, alors que ceux-ci frappent durement toutes les autres couches de la population.

LES DEPENSES MILITAIRES engloutissent le quart du budget (6,5 milliards par jour !). La Force de Frappe est ruineuse et dangereuse.

CE REGIME QUI SE PRESENTE COMME CELUI DE L'ORDRE ET DE LA STABILITE N'EST, EN REALITE, QU'UN REGIME AUTORITAIRE AU SERVICE DES PLUS GROSSES SOCIETES INDUSTRIELLES ET BANQUAIRES.



Claude DROUET

M. D'AILLIÈRES EST UN DES RESPONSABLES DE CETTE POLITIQUE.

Vous devez le juger non pas sur ses promesses mais sur ses votes à l'Assemblée.

VOICI SES PROMESSES (voir sa circulaire de 1962) ET SES VOTES :

IL PROMETTAIT de « faire une juste place à l'Agriculture qui doit obtenir la parité avec les autres secteurs pour maintenir le plus grand nombre possible d'exploitations familiales rentables ».

Mais il a voté : le Ve Plan qui prévoit la liquidation de 50.000 exploitations familiales chaque année ;
— contre la motion de censure en 1964 qui condamnait la politique agricole du Gouvernement. (Voir L'Agriculture Sarthoise du 7-11-64) ;
— la loi sur l'élevage qui profitera surtout à de gros agriculteurs.

IL PROMETTAIT de « faire une juste place au commerce qui, face au développement des grandes entreprises, doit conserver son caractère local et ses libertés »

Mais il a voté : le Ve Plan qui prévoit la disparition de 45.000 commerçants et artisans mais la création de 600 nouveaux super-marchés ;
— la loi du 6-1-66 qui étendra à partir du 1-1-68 la T.V.A. au commerce de détail et à l'artisanat ;
— le budget qui aggrave encore les charges et les impôts des commerçants et artisans.

IL PROMETTAIT de « faire régner plus de justice sociale au profit des jeunes, des vieillards, des salariés ».

Mais il a voté : contre l'augmentation de 50 centimes par jour du prêt au soldat. (J.O. du 26-10-66 p. 3870).
— contre la suppression des zones de salaires (J.O. n° 83 du 21-10-66).
— contre l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans. (Débat du 27 Mai 1966, J.O. page 1567).
— contre le relèvement à 5.000 F. du plafond de la 1ère tranche du salaire non imposable et contre la révision du barême pour les autres tranches. (J.O. du 14-10-66, page 3441).
— contre le rétablissement intégral de la retraite du combattant à partir de 55 ans. (J.O. du 19-10-66, p. 3532).

ALORS QUI FAIT DE VAINES PROMESSES ?

Voici quelques autres votes qui montrent encore quels sont les intérêts que défend M. d'AILLIÈRES au Parlement :

Il a voté : le projet de déduction fiscale aux grosses sociétés pour investissements. Soit un don évalué à 11 milliards. (J.O. p. 869 du 22-4-66) ;
— 74 milliards de réductions fiscales en faveur des sociétés et de leurs actionnaires. (J.O. p. 1315 du 13-5-66) ;

Il n'est donc pas étonnant que M. d'AILLIÈRES reçoive de M. POMPIDOU, en récompense de ses bons et loyaux services, l'appellation contrôlée « Ve République ».

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS VEUT CONTRIBUER A LA CREATION D'UN REGIME NOUVEAU D'UNE DEMOCRATIE NOUVELLE.

Il propose un programme novateur qui se donne comme objectif d'arracher l'Etat aux grosses sociétés et aux grandes banques.

CE PROGRAMME REPOSE SUR TROIS REFORMES ECONOMIQUES ET FINANCIERES FONDAMENTALES.

1°. **LA NATIONALISATION DES MONOPOLES INDUSTRIELS LES PLUS PUISSANTS**, des grandes banques d'affaires, du crédit ;

2°. **LE REMPLACEMENT DU Ve PLAN PAR UN PLAN DEMOCRATIQUE** qui garantisse le plein emploi et le développement des secteurs prioritaires de l'économie et de la vie sociale, grâce à une politique cohérente d'investissement ;

3°. **UNE REFORME FISCALE PROFONDE** qui allège le poids des impôts et des taxes qui pèsent sur la population laborieuse et exige en contre-partie davantage des grandes sociétés et des privilégiés de la fortune.

GRACE A CES REFORMES ECONOMIQUES ET FINANCIERES AUXQUELLES IL FAUT AJOUTER LA REDUCTION DES CREDITS MILITAIRES ET NOTAMMENT LA SUPPRESSION DE LA FORCE DE FRAPPE, NOUS AURONS ALORS **LES MOYENS** DE METTRE EN ŒUVRE UNE VERITABLE POLITIQUE DE PROGRES SOCIAL (cherchez donc dans la circulaire de M. d'AILLIERES les moyens qu'il préconise pour réaliser ses promesses !).

IL SERAIT ALORS POSSIBLE d'améliorer le sort des travailleurs de toutes catégories, de donner à notre jeunesse les moyens d'étudier, d'apprendre un métier, d'accroître les crédits pour construire des logements, pour la Santé, pour l'équipement et l'aménagement de nos communes, de donner à nos vieux une retraite décente.

— Pour montrer votre accord avec ce programme
— Pour condamner la politique actuelle soutenue par M. d'AILLIERES, candidat « Ve République »,
— Pour donner à nos propositions unitaires et notamment la constitution immédiate d'un programme commun de gouvernement, la force de votre suffrage qui s'ajoutera à des millions d'autres dans toute la France,
— Pour avoir un Parlement composé de travailleurs et non de hobereaux et de financiers.

Vous n'irez pas remettre de nouveau votre sort entre les mains de celui qui est l'un des responsables de vos difficultés.

Vous voterez pour un candidat issu du peuple donc apte à le comprendre et par conséquent à le défendre.

Vous voterez et ferez voter :

Roger MASSÉ

Professeur de C.E.G.
Adjoint au Maire de Lavaré
Candidat du Parti Communiste Français

REMPLAÇANT EVENTUEL :

CLAUDE DROUET

Agent Technique Electricien, La Ferté-Bernard

Imp. Boulay - La Ferté-Bd

Sciences Po / fonds CEVIPOF